

LES FORCES DE L'ETAT SOUTIENNENT LES VIOLENCES PATRONALES, SOUTENONS LES SALARIEES DE VERTBAUDET EN LUTTE !

Les salarié·e·s de l'usine Vertbaudet de Marquette-lez-Lille, essentiellement des femmes, entrent dans leur troisième mois de lutte pour une augmentation salariale de 150 € mensuels et l'embauche de leurs collègues contractuel·le·s.



Plus de 80 grévistes tiennent le piquet de grève, jour et nuit, depuis plus de deux mois. La direction a refusé toute négociation et tente de casser la grève par l'embauche d'intérimaires. Mais les salariées de Vertbaudet, soutenues par la CGT, ont également reçu des marques de soutien de travailleurs/ses de nombreux secteurs

professionnels et de personnes en lutte contre la réforme des retraites.

La réponse de la direction à cette lutte exemplaire et légitime est d'appliquer les **méthodes patronales les plus rances**. Depuis la mi-mai, les marques répétées de mépris, les tentatives pour briser la grève, l'envoi d'hommes casqués,

le harcèlement policier au service de la direction et les méthodes grossières et brutales de celle-ci n'ont pas entamé la détermination des Vertbaudet. Mais elles ont maintenant pris un tour qui rappelle des heures bien sombres de l'histoire sociale : **la direction, avec la complicité du gouvernement et de ses forces répressives, mène désormais une guerre de classe.**

C'est ainsi que deux grévistes ont été arrêté·e·s sur le piquet de grève avec coups et blessures ; six grévistes ont été convoqué·e·s à un entretien préalable à licenciement ; le délégué syndical de Vertbaudet a été arrêté devant chez lui par des policiers – faudra-t-il parler de milice patronale fournie par la préfecture – qui sont allés bien au-delà du cadre d'une interpellation, avec des insultes, un gazage, des menaces, un crachat à la figure, et le délestage de son portefeuille... Une expédition punitive aux relents très nauséabonds.

La préfecture, la mairie et la direction de Vertbaudet ont tenu une réunion secrète pour aboutir au démantèlement violent du piquet de grève le mardi 16 mai. Les conditions de démantèlement dépassent le simple cadre de la lutte légitime des travailleuses et des travailleurs de Vertbaudet : ils prouvent que **patronat et gouvernement, main dans la main, sont prêts à tout pour contrer tout mouvement de lutte dont ils redoutent un effet de contagion.**

L'appareil d'État est mis au service des actionnaires de Vertbaudet, propriété d'un fond de pension Equistone, dirigé par un certain Fillon fils, qui ferait circuler les bénéfices de Vertbau-

det au moins jusqu'au Luxembourg... **Les atteintes au droit de grève et à la démocratie sont bien peu de choses, vu du gouvernement, quand il s'agit de défendre les intérêts des puissants.**

SUD Lutte de Classes appelle à dénoncer publiquement les violences de la direction de Vertbaudet ainsi que la complicité de la préfecture de Lille.

SUD Lutte de Classes appelle les personnels d'éducation à rejoindre les actions de soutien en faveur des salariées de Vertbaudet : rassemblements, manifestations, actions devant les magasins Vertbaudet...

Le soutien financier est également crucial pour une grève aussi longue, diffusons et alimentons, personnellement ou collectivement, la caisse de grève pour les travailleurs/ses de Vertbaudet en grève !

